



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Mythes-et-utopies>

# Mythes et utopies

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1987 - N° 853 - février 1987 -

Date de mise en ligne : mercredi 22 juillet 2009

Date de parution : février 1987

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

Production en hausse, pouvoir d'achat en baisse

Un casse-tête pour les gouvernements aux prises avec ce phénomène qui rend muets leurs augustes conseillers, incapables de découvrir le moyen d'ajuster la consommation aux dimensions de la production. Le faire en manipulant les prix ? en sacrifiant le profit ? Qui prendrait l'initiative d'un tel sacrilège ? Concevoir de nouvelles institutions économiques libérées du profit, accessibles, par conséquent, à l'idée que l'abondance pourrait cesser d'être un fléau source aujourd'hui de toutes les « crises » ?

Utopie ! répondent d'une seule voix les gardiens de la flamme aux audacieux qui laissent entendre qu'une monnaie de consommation ouvrirait la voie à un changement radical de la règle du jeu et des comportements sociaux.

Changer les mentalités

Les inconditionnels de l'ordre établi ont trouvé commode d'en faire le préalable d'une révolution économique à laquelle ils restent farouchement opposés, leur but étant de détruire tout espoir d'accéder à un autre type de société. On note, en effet, un total mutisme quant à la façon d'obtenir cette révolution des habitudes et des mœurs qui, selon ces gens, rendrait possible, dès lors, le fonctionnement de nouvelles institutions. La raison est simple : l'évolution, le changement des comportements, sont la conséquence et non pas la cause, d'une modification du cadre économique.

C'est dire que le problème du changement de société ne se situe pas au niveau des mentalités. Celles-ci, le moment venu, s'adapteront à une nouvelle règle du jeu, à de nouveaux comportements marquant un sensible progrès dans maints et maints domaines de la vie courante. Le problème consiste à rassembler une majorité autour d'un projet de société suffisamment concret, étudié et attrayant, pour que chacun puisse y situer son propre cas. À défaut, on doit pouvoir emporter l'adhésion d'un lobby assez puissant pour en imposer la prise en considération au niveau d'un centre de décision, puis son adoption par référendum. Trouver ou constituer un tel lobby serait ainsi le tout premier des objectifs à atteindre.

Peut-être est-ce, et là seulement, que réside l'utopie du projet : découvrir la voie politique qui lui donnera vie.

En finir avec l'argent-furet, avec les gaspillages que sa circulation occasionne, alléger la dureté du travail au bénéfice des activités de loisirs, libérer les familles de l'angoisse, de la peur du lendemain, assurer la sécurité, celle des personnes et des biens, motiver la jeunesse, lui donner un but, quel programme pourrait rivaliser avec celui-là ? Foin des bonimenteurs professionnels qui tous nous veulent du bien mais dupent le public en racontant des craques.

Année 86 au palmarès de l'abondance

Cacao, lait, maïs, produits laitiers, viande bovine, porc, café, tomates, artichauts, choux-fleurs, pommes de terre, sucre, soja, colza, vin, oeufs, volailles, beurre, pâtes, abricots, poisson, cognac, cuivre, zinc, uranium, aluminium, textiles, fibres synthétiques, acier, énergie, pétrole, gaz, charbon, caoutchouc, composants électroniques, voitures, plomb, nickel, papier, mobiliers, appareils ménagers, logements vides, navires pétroliers, centrales nucléaires, armements.

Au regard de cet océan de richesses, stérilisées en raison des exigences du profit : des millions de chômeurs démunis, de retraités à la portion congrue, un milliard d'affamés dans le monde, l'insécurité générale. Une masse énorme de besoins inassouvis, exacerbés par une déclinante publicité. Quel esprit sensé peut souscrire à un désordre économique et social

pareillement      aberrant ?

Un MONET pour sept milliards de centimes

Les enchérisseurs ont tenu à préserver leur anonymat, évitant de servir de cible aux représailles de 3 millions de chômeurs britanniques auxquels on raconte qu'il n'y a pas d'argent pour leur procurer des emplois.

Le Pouvoir à la rue

Après les manifs des étudiants et des exploitants endettés, ruinés par l'abondance, une manif de chômeurs ? Encore faudrait-il qu'elle ait le sens d'un appel à la réflexion du Pouvoir sur un projet de société dissociant les revenus de la dureté du travail, des prix et des coûts, mieux adaptés à notre terre de sous-emplois, à un univers industriel de plus en plus robotisé.

Le couplet des libertés

Il fait surface chaque fois qu'il est question du développement industriel, scientifique, technologique, agricole, culturel et social en Union soviétique. Liberté d'expression, de critique, liberté de pensée, de se déplacer, tout est passé au crible, témoignages à l'appui tirés presque exclusivement de la littérature « dissidente », d'autres provenant des multiples officines spécialisées dans la désinformation. Entrelardés de récits véridiques, l'ensemble des témoignages prend valeur de référence.

Chaque pays a ses lois et qui les enfreint s'expose aux sanctions prévues dans les textes. L'entrée aux États-Unis est interdite aux communistes et à ceux qui auraient l'intention d'y changer la forme de gouvernement. Un million de chicanos mexicains refoulés chaque année aux frontières, tirés à coups de fusil. Populations sud asiatiques, sud-américaines, centre-américaines, mobilisées sous des régimes de dictatures, au service des multinationales. Droits de l'homme ? Une dérision pour les clandestins, pour les noirs gitant dans leurs ghettos, pour les vieux abandonnés, pour les victimes des marchands de drogue, pour celles des vols, des attentats, d'une insécurité permanente, pour les millions de chômeurs, pour des hordes de marginaux.

En URSS, il est pareillement interdit, non pas l'entrée de non communistes, mais tout acte de propagande visant à déstabiliser les institutions socialistes ; d'où les limites assignées à certaines formes de critique à l'égard des autorités politiques et administratives.

Notre chère liberté accorde-t-elle à chacun le droit de commenter les décisions des juges, de porter atteinte aux usages du commerce, à l'épargne, au crédit de l'Etat, de passer outre aux ordres d'un patron, d'accéder aux médias, à l'édition, d'approcher les hautes personnalités politiques ou administratives, de faire acte de candidature sans avoir obtenu l'appui d'un parti, de voyager s'il est chômeur, smicard, démunie d'économies, de se soustraire à l'impôt et aux prélèvements dits obligatoires, de s'affranchir d'innombrables interdits, de stationner à sa guise. d'afficher des propos subversifs, de nuire au moral de l'Armée ? Les contraintes sont omniprésentes : loi sur la Presse, lois antiracistes, rôle dictatorial des maisons d'édition, de leurs comités de lecture, des rédactions. Un dispositif bien rodé forme ainsi barrage aux idées dérangeantes, non cataloguées.

Que dire enfin de la liberté individuelle face aux mille contraintes de la vie journalistique, celles d'une famille, face à la maladie, au chômage, à la délinquance, à l'insécurité ? Liberté ? Un mythe dont tirent parti des cohortes de chroniqueurs dressés à inculquer les bons principes propres à dissuader leur public de se laisser séduire par les sirènes du socialisme à la Soviétique.

SAINT-GOBAIN pour un plat de lentilles

L'État fait abandon de ses droits au revenu que lui procurait la prestigieuse société, en échange d'un plat de lentilles : 8 milliards engloutis s'ance tenante dans la masse budgétaire pour être distribués aux habitués privilégiés et les contribuables, spoliés d'un patrimoine qu'ils ont payé de leurs deniers, n'en verront pas la couleur, bien niais s'ils espèrent des opérations de privatisation un allègement de leurs charges fiscales. Quant à la pitaille des tout petits porteurs appêtés par 40 millions de publicité, ses dividendes se dissiperont dans la hausse de l'impôt, dans l'augmentation du prix des services et de celui des carreaux.

Privatisations « retour d'ascenseur » ? Attendons pour en juger, de connaître la composition des nouveaux Conseils.